

COMPTES RENDUS



Le site archéologique du palais de l'intendant à Québec : Plus de 35 années de découvertes

Camille Lapointe, Allison Bain et Réginald Auger

Les éditions du Septentrion, Québec, 2019. 186 p.

Revu par Chloe Lee-Hone

CET OUVRAGE représente le fruit d'une collaboration entre Camille Lapointe, archéologue et historienne de l'art, d'Allison Bain et de Réginald Auger, professeurs titulaires en archéologie à l'Université Laval. Leurs spécialisations diverses donnent une profondeur scientifique à une œuvre littéraire dédiée tant aux archéologues et aux historiens qu'au grand public.

Situé à quelques lieues de la rivière Saint-Charles dans la ville de Québec, le site archéologique de l'îlot des Palais est aujourd'hui un lieu d'interprétation historique, un véritable musée invitant le public à y découvrir le passé. Il fut l'objet de recherche de plus de 65 interventions archéologiques et 25 chantiers-écoles entre 1982 et 2016. Ces écoles de fouilles avaient pour double objectif d'initier les élèves universitaires à l'excavation archéologique tout en valorisant le patrimoine culturel québécois. Ce livre encourage le lecteur à se perdre dans ses photographies détaillées, à s'immerger dans l'histoire par l'entremise de détails minutieux et des objets délaissés par les anciens habitants qui fréquentaient régulièrement ces lieux.

Divisée en sept chapitres représentatifs de grands intervalles temporels, l'œuvre de Lapointe, Bain et Auger relate le développement du site de l'îlot des Palais, de son utilisation par les groupes autochtones avant l'arrivée des colons français jusqu'au XXI^e siècle, par l'entremise des artefacts archéologiques découverts au cours des 35 dernières années d'étude. Le livre regorge d'images, et chacune d'elles conduit la trame narrative du livre, soulignant les objets quotidiens et les embêtements qui caractérisaient les activités journalières de cette période. Elles sont souvent accompagnées de vignettes servant à contextualiser une partie de la recherche archéologique, couvrant l'étude des données archivistiques, les techniques de fouilles, et la multitude d'analyses archéométriques qui ont suivi les excavations.

Le site archéologique du palais de l'intendant à Québec débute avec une brève description de l'occupation autochtone, témoignée en partie par la découverte d'une herminette en serpentine, sur les berges de la rivière Saint-Charles. Ce livre passe rapidement au XVII^e siècle pour y décrire le début de l'occupation française sur le site, tout en s'attardant à la disposition architecturale du premier palais de l'intendant. Ce palais, ravagé par le feu en 1713, fut reconstruit pour devenir les magasins du roi, tandis qu'un autre palais est édifié pour le remplacer. Les minutieux détails du nouveau palais font l'objet d'un troisième chapitre, dévoilant les aspects de la vie quotidienne des habitants, des travailleurs et des prisonniers de ce site. La Conquête de 1760 est ensuite explorée par l'entremise d'artefacts, tels que le boulet ramé et l'apparition de boutons militaires anglais sur les lieux. Le cinquième chapitre plonge le lecteur dans les détails de l'hygiène au XIX^e et au XX^e siècles, tandis que les deux derniers chapitres se penchent sur l'évolution de la brasserie Boswell et du commerce. Lapointe, Bain et Auger prennent soin de situer le palais de l'intendant aux lecteurs, leur permettant de s'imaginer les activités quotidiennes et l'évolution des modes de vie de ses habitants au fil du temps. Il n'est pas difficile, surtout pour les lecteurs ayant eu la chance de visiter

le site, de replacer les activités qui y sont décrites.

Inévitablement, les parcours de vie de certaines personnes ressortent plus facilement des registres historiques et archéologiques : les noms des intendants et des membres de hautes classes socio-économiques sont typiquement plus faciles à répertorier, parfois au détriment d'autres classes sociales et d'autres groupes culturels. En explorant la vie à Québec par l'entremise d'artefacts, on a tendance à oublier les personnes qui ont laissé moins de traces matérielles durables. Bien que la présence de personnes esclaves au sein du domaine de l'intendant soit brièvement évoquée, leurs expériences, leurs personnes et leurs modes de vie n'y sont pas discutés longuement. Plus difficiles à apercevoir dans le registre historique, les expériences des femmes qui habitaient et qui travaillaient au palais ne figurent également que très brièvement, et leurs histoires ne prennent pas complètement vie.

Si l'expérience des femmes laisse le lecteur sur sa faim, la description détaillée de la vie des ouvriers de la brasserie Boswell supplée à cette lacune. Au travers des carreaux de touraillage, des contrats d'assurance et des photos historiques, la brasserie Boswell prend vie. Ce sont toutefois les expériences des ouvriers et la relation entretenue avec leur employeur qui fascinent. Leurs histoires proviennent d'anciens employés de la compagnie elle-même, offrant une rare opportunité d'entrevoir les nuances et les relations sociales qui sont parfois difficiles à discerner dans les registres historiques et archéologiques. Au début du XX^e siècle, la compagnie Boswell aurait tenté d'entretenir une relation positive avec ses employés par l'entremise de cadeaux de Noël, de clubs sociaux, et surtout de soins médicaux offerts aux familles des ouvriers. Bien que ces avantages puissent rappeler les expériences contemporaines de certains travailleurs, quelques différences notables, telles que l'âge minimal d'emploi à la fin du XIX^e siècle, contrastent avec les normes modernes. Les auteurs notent que l'*Adams Shoe Company* semble avoir employé plusieurs adolescents, voire peut-être même des enfants. En souli-

gnant l'évolution des conditions et des normes de travail québécoises dans le temps, cet ouvrage demande implicitement aux lecteurs de réfléchir à leur expérience d'aujourd'hui et de la projeter dans le futur.

Dans ce livre, Lapointe, Bain et Auger représentent fidèlement la recherche archéologique historique au Québec. Par leurs explications précises et soigneusement placées, ils rendent le domaine de l'archéologie et de l'histoire accessibles. Que les lecteurs soient archéologues, amateurs d'histoire ou bibliomanes curieux, ce livre de vulgarisation scientifique et de valorisation du patrimoine archéologique offre l'opportunité de sauter à pieds joints dans le passé du Québec.

Chloe Lee-Hone
Étudiante au doctorat en anthropologie
Université de Montréal
chloe.lee-hone@umontreal.ca



Initiatives et adaptations algonquines au XIX^e siècle

Leila Inksetter
Septentrion, Québec, 2017. 520 p.

Revu par Arnaud Simard-Émond

TIRÉ DE SA THÈSE de doctorat soutenue en 2015, Leila Inksetter¹ nous offre dans *Initiatives et adaptations algonquines au XIX^e siècle* une (re)lecture ethnohistorique des changements sociaux et économiques advenus chez les Algonquins – Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et l'Est de l'Ontario – à partir du XIX^e jusqu'au XX^e siècle. Structuré en quatre chapitres, l'ouvrage traite, en suivant un plan chronologique de la situation des Algonquins au début du XIX^e siècle (chapitre 1), des effets du commerce des fourrures sur l'organisation économique et des relations de

pouvoirs (chapitre 2), des effets de l'intégration du catholicisme sur l'ordre cosmologique et social (chapitre 3), et des effets de l'arrivée des colons et des compagnies forestières sur les modes de subsistance (chapitre 4). Inksetter met brillamment en lumière de quelle façon l'action combinée de ces différents facteurs provoqua des changements importants dans l'organisation sociale des Algonquins.

L'auteure traite de ces changements selon une perspective dynamique démontrant l'agentivité des acteurs – par opposition à une « passivité » souvent stipulée – dans leurs relations avec les marchands, missionnaires, et autres agents colonisateurs. Par exemple, elle rend explicite dans le cas de l'intégration du catholicisme que les missionnaires n'ont pas procédé au « lavage de cerveau » des Algonquins, mais que certains éléments du message missionnaire étaient « [...] parfaitement compatibles avec certains aspects du système cosmologique algonquin » (p. 187). Elle cite à titre d'exemple la capacité de demander des faveurs, le pouvoir protecteur des objets ou rituels et le pouvoir des prêtres s'apparentant à celui des chamans. Ainsi, selon Inksetter, le catholicisme aurait été adopté pour se préserver de possibles transgressions à l'ordre social algonquin de la part de chamans faisant un usage délétère et maléfique de leur pouvoir. En étant sélectifs dans leur acceptation du catholicisme et en modifiant ou réinterprétant certains éléments, les Algonquins se seraient forgé une forme nouvelle et originale des doctrines et pratiques répondant à leurs besoins. L'auteure prend bien soin de ne pas tomber dans le piège de la « continuité », piège qui consisterait à percevoir les transformations apportées par le catholicisme comme superficielles (ROBBINS 2007). Elle affirme ainsi que « [...] les Algonquins ont bien compris que le catholicisme apportait des modifications à leur organisation sociale » (p. 298). Elle cite à titre d'exemple l'apparition de nouveaux mécanismes de régulation de l'ordre social.

L'auteure aurait cependant gagné à insister sur le rôle des dynamiques de compétition familiale à l'intérieur des groupes algonquins dans l'adoption du

catholicisme. On peut sans doute contester la présentation du chamane comme un personnage *uniquement* nuisible² suggérant que le catholicisme serait arrivé comme une panacée miraculeuse pour s'en protéger. La perte d'influence d'une famille comptant parmi ses membres un chamane puissant devait nécessairement en favoriser d'autres.

Cela étant dit, on peut citer parmi les autres contributions notables de l'auteure à l'histoire des Algonquins la transformation des groupes de résidence et l'émergence des « bandes », ainsi que l'avènement des chefs comme acteurs politiques d'importance.

Selon Inksetter, à l'aube du XIX^e siècle les Algonquins étaient organisés en groupes de deux à quatre familles qui résidaient ensemble « [...] la presque totalité de l'année et non pas seulement lors de la saison froide » (p. 67). Qui plus est, le système de transmission sans fractionnement des territoires de chasse familiaux et les ressources alimentaires limitées³ favorisaient une stabilité démographique et sociale. Ce n'est qu'avec la croissance de la traite des fourrures, la multiplication des possibilités économiques et l'activité missionnaire que les postes de traites sont devenus des endroits permettant le rassemblement de plusieurs groupes familiaux au même endroit pendant une longue période, cristallisant ainsi l'agglutination de ces groupes en « bandes ». Par le fait même, et combiné au début de la foresterie, à l'arrivée de colons eurocanadiens et à l'implication croissante du gouvernement fédéral, le rôle et la visibilité des chefs augmentèrent ainsi que leurs moyens de sélection (la filiation devenant moins importante, par exemple par l'arrivée du système électoral demandé – et non imposé – par les acteurs algonquiens locaux : p. 338).

Mais c'est au niveau des changements démographiques que la contribution d'Inksetter devient le plus intéressante. La vision historiographique traditionnelle stipule souvent, en effet, que l'arrivée des populations eurocanadiennes porteuses d'agents pathogènes aurait pratiquement fait disparaître les populations autochtones originales (la thèse du choc microbien). Or, l'auteure soutient que dans le cas

des Algonquins, tous les registres, recensements et compilations démographiques disponibles suggèrent plutôt une hausse démographique à la fin du XIX^e siècle. Inksetter attribue cette hausse à une baisse de la mortalité infantile, par l'arrivée de médicaments (antibiotiques) et par des campagnes de vaccination à grande échelle, ainsi que par la multiplication des options alimentaires (p. 335). Ainsi – et outre un changement dans l'aire de distribution des originaux du sud vers le nord (hypothèse questionnée dans la note 3) – c'est l'arrivée de l'horticulture d'appoint et du travail salarié permettant d'acquérir des surplus alimentaires – surtout de la farine et des pommes de terre – qui auraient permis de faire face aux épisodes de disettes, que la hausse démographique aurait finalement été possible. Pour résumer, selon l'auteure, l'arrivée de nouveaux modes de subsistance aurait entraîné une hausse démographique qui aurait occasionné la multiplication des bandes et favorisé de nouveaux modes de sélection des chefs.

Il serait sans doute facile – suite à la lecture de ce compte rendu limité par l'espace – de réduire la thèse d'Inksetter à une forme de déterminisme économique (dans lequel la multiplication des options alimentaires engendre directement des changements dans l'organisation sociale), il apparaît néanmoins que l'approche historiciste et dynamique de l'auteure la place très loin des modèles néomarxistes ou de l'écologie culturelle : c'est par les aléas des changements historiques et l'agentivité des acteurs et non par un modèle analytique mécanique et téléologique qu'elle soutient sa thèse.

Inksetter conclut que pour le cas des Algonquins les changements dans leur organisation sociale « [...] est le résultat d'une trajectoire historique particulière » (p. 482) et que ces changements « [...] ne sont pas le résultat de la contrainte ; ils sont plutôt le résultat d'options exercées dans un cadre culturel donné où les Algonquins pensaient choisir pour le mieux » (p. 484). Cela témoigne « [...] [d'] une volonté manifeste des Algonquiens de contrôler leur propre destinée et de se protéger contre un mauvais pouvoir » (p. 491).

Il est seulement à déplorer qu'un livre de cette qualité ait mérité un travail d'édition aussi laxiste. Retrouver le mot « original » épelé de deux manières différentes en deux pages : « original » p. 52 et « original » p. 53, témoigne d'une grande inattention de la part de l'éditeur (ce qui n'enlève évidemment rien à l'étude de l'auteure).

Nous recommandons vivement cet ouvrage à toute personne s'intéressant de près ou de loin aux études autochtones – surtout aux algonquinistes – comme aux chercheurs ou étudiants s'intéressant aux mécanismes de conversion, aux dynamiques des changements sociaux, économiques et politiques, ainsi qu'aux curieux qui voudraient simplement s'initier à l'histoire des Algonquins.

Arnaud Simard-Émond
Étudiant à la maîtrise en anthropologie,
Université de Montréal
arnaudemond@hotmail.fr

Notes

1. L'auteure est professeure au département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal.

2. Même si Hollowell avait déjà bien documenté l'« anxiété chronique » des Ojibwas et leur peur d'être victimes d'attaques de chamanes (HALLOWELL 1955, 250-290).

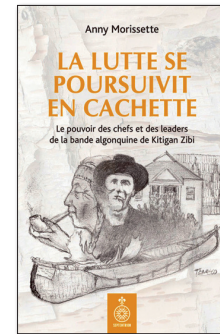
3. L'auteure soutient qu'au début du XIX^e siècle le gros gibier (caribous, original, cerf de Virginie) était pratiquement absent du territoire et l'alimentation presque exclusivement constituée de petit gibier (castor, lièvre, poisson, etc.). Cette affirmation qui découle du registre archéologique (p. 52-53) est contestable puisque l'absence d'une chose dans l'assemblage archéologique ne signifie pas son absence historique. Surtout quand l'on sait que les os des animaux recevaient un traitement particulier selon les espèces (TANNER 2014 ; SPECK 1977).

Ouvrages cités

- HALLOWELL, A. Irving. 1955. *Culture and Experience*. Philadelphia : University of Pennsylvania Press. 434 p.
- ROBBINS, Joel. 2007. "Continuity Thinking and the Problem of Christian Culture: Belief, Time, and the Anthropology of Christianity." *Current Anthropology* 48(1) : 5-38.

SPECK, Frank G. 1977 (1935). *Naskapi: the savage hunter on the Labrador Peninsula*. Norman, University of Oklahoma Press. 257 p.

TANNER, Adrian. 2014 (1979). *Bringing Home Animals: Mistissini Hunters of Northern Quebec*. Saint John ISER Books, Second Edition. 368 p.



La lutte se poursuit en cachette : Le pouvoir des chefs et des leaders de la bande algonquine de Kitigan Zibi

Anny Morissette

Septentrion, Québec, 2018. 281 p.

Revu par Arnaud Simard-Émond

EN PARTANT DU CONSTAT qu'il existe un « vide documentaire » sur le fonctionnement politique des nations autochtones, Anny Morissette¹ entreprend de combler cette lacune dans *La lutte se poursuit en cachette: Le pouvoir des chefs et des leaders de la bande algonquine de Kitigan Zibi*. L'ouvrage est issu de la thèse de doctorat de l'auteure (2013), basée sur un terrain de recherche dans la communauté anicinabek de Kitigan Zibi.

Le leitmotiv du livre de Morissette est que les Autochtones « [...] détiennent une marge de pouvoir et [qu'ils] manipulent jusqu'à un certain degré, la marge en action [...] » (p. 16) et « [qu'ils] cherchent [...] à s'approprier les moyens techniques et politiques qui avaient servi jusque-là à leur discrimination » (Sylvie Poirier², citée par l'auteure). Morissette soutient cette thèse non pas en abordant la voie institutionnelle, mais en abordant la voie locale, quotidienne, bref, la politique *vécue* de tous les jours (p. 17).

L'auteure utilise comme approche théorique le « leadership interstitiel » –

communément appelé *politics in the cracks* – théorisé par Homi Bhabha dans *The location of culture* (1994). À la différence de cet auteur, elle suggère que le leadership interstitiel n'est pas un phénomène d'hybridité, mais plutôt dans le cas des Anicinabek, une caractéristique de leur leadership, c'est-à-dire la *flexibilité*. Morissette définit ainsi le leadership interstitiel comme émergeant des fissures d'un système formel et des crevasses d'un système traditionnel en reconstruction (p. 35). Ce dernier implique également «[...] l'observation d'un leadership à l'interstice de plusieurs catégories de classification qui se juxtaposent (autorité traditionnelle, autorité légale, chef représentant l'État, chef intermédiaire, chef anti-État), au chevauchement culturel de diverses traditions, valeurs et légitimités, au truchement de divers espaces (imposés ou symboliques) et diverses institutions (formelles et informelles)» (p. 34).

Les trois premiers chapitres, suivant un ordre chronologique, retracent les transformations du leadership et du rôle de chef à Kitigan Zibi. Morissette caractérise l'autorité des chefs, avant la mise en place du système politique des conseils de bande imposé par la Loi sur les Indiens (1876), comme ayant une base morale et non coercitive et étroitement liée aux territoires de chasse familiaux. Elle définit les qualités d'un bon chef comme étant le charisme, l'expérience, l'habileté technique, être un bon chasseur et avoir de bonnes relations avec les entités non humaines. La fonction de chef était néanmoins souvent héréditaire, en ligne patrilinéaire. Après l'imposition du système du conseil de bande quelques années après la Loi sur les Indiens, ces critères de sélections perdurèrent malgré un dédoublement de la fonction entre « chef de gouvernement »³ et « chef de l'intérieur »⁴ – non mutuellement exclusifs – jusqu'aux années 1970. À partir de ces années, les compétences traditionnelles liées à la forêt semblèrent moins adéquates pour légitimer la fonction de chef et un nouveau type de leadership autochtone émergea, caractérisé par la scolarisation et la maîtrise des langues officielles. Ces nouveaux chefs, bien qu'influencés par l'ingérence des agents

colonisateurs, ont tout de même été des instigateurs de contre-pouvoirs, ce qui fait dire à Morissette qu'«[...] un nouveau style de leader autochtone émerge de l'interstice du remodelage euro-canadien et de la pérennité de l'influence du chef sur les siens» (p. 141). Également, selon l'auteure on assisterait depuis les années 1960 à une (re)prise en charge par les bandes de leurs propres affaires ainsi qu'au début d'une gouvernance « par le bas »⁵ (p. 142).

Le quatrième chapitre offre une réflexion stimulante et originale sur la participation des femmes anicinabek à la vie politique. Malgré un bilan peu reluisant au niveau de la condition actuelle des femmes autochtones, Morissette parle tout de même d'un « réengagement » de ces dernières sur la scène publique et politique. Que ce soit par les legs des Cercles des ménagères indiennes (*homemakers' clubs*), par leur organisation informelle, leur mobilisation contre la violence, leur participation accrue à la vie politique officielle de la bande ou bien par les concours de *Miss* (concours de reines/princesses), les femmes anicinabek ont su remettre en question les rapports de pouvoir, de subordination et acquérir des capacités d'action, d'organisation. En bref, elles ont su retrouver une voix dans leur communauté (p. 193).

Bien que Morissette apporte une lecture intéressante et opposée à la vision traditionnelle – qui percevait les Autochtones comme des objets de la structure coloniale – en mettant en avant plan leur rôle de sujet actif, il demeure que son étude semble inégale sur certains points. Outre les nombreuses répétitions et la quantité considérable de noms propres qui rendent la lecture parfois difficile – sur ce point un lexique aurait été bien utile – on peut citer à titre d'exemple la présentation utopiste de la situation des femmes avant le contact. Affirmer dans le chapitre sur les femmes que ces dernières avaient un «[...] statut égal à celui des hommes» (p. 190) et que «[...] l'égalité des sexes [...] caractérisait les sociétés précoloniales organisées en bande» (*ibid.*) relève d'une grande simplification. D'autant plus que l'auteure se réfère aux travaux des années 1950 à 1980 d'Eleanor Leacock, qui ont été par

la suite amplement nuancés (par exemple ANDERSON 2009 et INKSETTER 2017). Le contraste est d'autant plus frappant que le reste du chapitre est hautement rigoureux et original. Sa présentation des concours de *Miss* dans les communautés autochtones, analysés comme des canaux menant à l'engagement politique, comme un outil d'*empowerment* pour les femmes, est tout simplement captivante.

Il serait dommage pour les algonquinistes, amérindianistes, politologues ou toutes autres personnes s'intéressant aux mécanismes – politiques et autres – de réponse à l'action colonisatrice d'ignorer un ouvrage éclairant sur de nombreux aspects méconnus et actuels de la politique *vécue* des Autochtones. C'est pourquoi ce livre devrait à l'avenir figurer dans toute bonne bibliographie d'ouvrages traitant de politique autochtone.

Arnaud Simard-Émond
Étudiant à la maîtrise en anthropologie,
Université de Montréal
arnaudemond@hotmail.fr

Notes

1. L'auteure est professeure adjointe à l'École d'études de conflits de l'Université Saint-Paul.
2. POIRIER 2000, 137.
3. Chef de bande selon la Loi sur les Indiens.
4. Chef de groupe de chasse.
5. Concept que l'auteure emprunte à Martin Papillon et définit en opposition au modèle colonial « par le haut » et permettant de «[...] recréer au sein des communautés une véritable vie démocratique alliant les pratiques de gouvernance traditionnelles aux exigences du gouvernement moderne» (PAPILLON 2006, 472).

Ouvrages cités

- ANDERSON, Emma. 2009. *La trahison de la foi. Le parcours tragique d'un converti autochtone à l'époque coloniale*. Les Québec: Presses de l'Université Laval. 336 p.
- INKSETTER, Leila. 2017. *Initiatives et adaptations algonquines au XIX^e siècle*. Québec: Septentrion. 520 p.

PAPILLON, Martin. 2006. «Vers un fédéralisme postcolonial: La difficile re-définition des rapports entre l'État canadien et les peuples autochtones». Dans Alain-G. Gagnon (éd.) *Le fédéralisme Canadien Contemporain: Fondements, traditions, institutions*. Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal: 461-485.

POIRIER, Sylvie. 2000. «Contemporanéités autochtones, territoires et (post) colonialisme. Réflexion sur des exemples canadiens et australiens» *Anthropologie et sociétés* 24(1): 137-153.



Les récits de notre terre — Les Algonquins

Daniel Clément

Collection Tradition orale, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2019. 156 p.

Revu par Thomas Lecomte

C'EST AVEC LA SÉRIE *Les récits de notre terre* que l'anthropologue Daniel Clément inaugure la nouvelle collection «Tradition orale» des Presses de l'Université Laval (2018a; 2018b). Avec cette collection, la proposition qui est faite au lecteur est simple: pourquoi ne pas découvrir, à travers des recueils de textes sélectionnés, ces sociétés de la parole dont les «connaissances, [les] idées et [les] émotions» avaient jusqu'alors fait l'objet d'une transmission orale (p. ii). Pour Daniel Clément, spécialiste des Autochtones du Québec (en particulier des Innus), il était donc naturel de commencer cette série en laissant la place aux Autochtones d'Amérique du Nord et plus spécialement à ceux du Nord-Est. Après avoir débuté en publiant deux premiers tomes consacrés respectivement aux Innus et aux Atikamekw, l'auteur poursuit donc son objectif avec un recueil dédié cette fois-ci aux Algon-

quins. Bien qu'il aurait été préférable d'utiliser l'ethnonyme vernaculaire Anishinabe plutôt que celui d'Algonquin, c'est en référence au titre de l'ouvrage que ce dernier sera utilisé dans le compte rendu.

Inscrit dans le prolongement des deux premiers tomes, ce livre est construit autour de mythes, de légendes, de croyances, ou encore de divers récits historiques, et vise à «rendre la culture algonquine disponible pour tous» (p. 5). Ainsi, loin des débats anthropologiques portant sur la nature exacte des histoires qui sont partagées, les 55 textes compilés dans l'ouvrage dévoilent quelques-unes des facettes de cette culture très riche. Suivant une dizaine de thématiques récurrentes dans les récits collectés¹, l'ouvrage reprend des témoignages que les ethnologues ont récoltés sur presque un siècle, de 1915 pour les plus anciens, au début des années 2000 pour les plus récents. Bien qu'il organise ensemble des matériaux parfois disparates, l'auteur a su donner au livre une cohérence globale. En cas de besoin, on appréciera d'ailleurs de pouvoir se référer à la section des «sources et notes» en fin d'ouvrage pour avoir plus de détails sur le contexte d'origine de chaque récit (année, localisation et noms de l'informateur, noms de l'ethnologue, détails particuliers, etc.). En cas de lecture scientifique, les informations contenues de cette section se révéleront rapidement indispensables pour apprécier à sa juste valeur chaque texte.

À terme, le lecteur pourra donc se familiariser avec les enseignements de sept des dix communautés algonquines que comptent le Québec et l'Ontario: Pikogan, Kitigan Zibi, Timiskaming, Kitcisakik, Pikwakanagan, Kebaowek, Lac Barrière. Ce faisant, il découvrira des récits classiques (mythes fondateurs, tribulations de décepteur, aventures héroïques de *Takabesh*, contes du bestiaire algonquin), des prescriptions liées à la spiritualité et aux rites de passage (la Quête de vision, le mariage, les funérailles...), ou bien des écrits plus contemporains retranscrivant certaines paroles poignantes partagées par les aînés (comme avec le saisissant récit du «tambour d'Edmond», qui retrace l'arrivée des colons français). Cette volonté

d'esquisser un portrait de la tradition orale algonquine qui intègre un maximum de sensibilités et qui soit le plus représentatif possible de l'identité des membres de la nation répond d'ailleurs à la logique qui sous-tend l'ensemble de la collection, à savoir: «consigner, diffuser et préserver tout ce qui existe sous une forme non écrite» (CLÉMENT 2019, ii).

Sans toutefois avoir la prétention d'être exhaustif, ce modeste livre invite le lecteur à prendre son temps et à cheminer tranquillement, d'un récit à l'autre, pour apprécier toute la profondeur des paroles qui y sont recueillies. Aux mythes qui ont captivé plusieurs générations d'ethnologues s'ajoutent ainsi des témoignages plus inhabituels – mais tout aussi passionnants – qui nous introduisent avec complicité dans l'intimité de ces populations. Sans pour autant faire une proposition révolutionnaire, cet ouvrage est une réussite, en cela qu'il remplit avec pertinence le mandat pour lequel il a été écrit. Nonobstant le fait que sa lecture soit facile d'accès, *Les récits de notre terre — Les Algonquins* répond à son objectif en s'adressant à un très large public, aussi bien universitaire que non-universitaire. L'ouvrage séduira ainsi toute personne curieuse de la culture algonquine. Que l'on soit étudiant, passionné des questions autochtones, ou encore ethnologue confirmé, chacun pourra apprécier la découverte (ou la redécouverte) de ces récits qui, pour certains, sont extraits de quelques-unes des œuvres les plus marquantes de la discipline (comme avec les travaux de Speck, Cooper ou encore Davidson). Bien que l'on regrette que l'ouvrage – qui se targue de donner la parole aux populations autochtones – ne soit pas préfacé ou commenté par les communautés elles-mêmes, on peut toutefois souligner que ce livre apparaît aussi comme un excellent outil de transmission auprès des jeunes de la nation.

Thomas Lecomte
doctorant en anthropologie
Université de Montréal
thomas.lecomte@umontreal.ca

Note

1. Les 10 chapitres abordent les thématiques suivantes: «Les origines», «Histoires

de décepteur», «Tcakabesh», «Autre héros culturel», «Géants, cannibales et petites gens», «Jongleurs et jonglerie», «Spiritualité», «Animaux et plantes», «Au contact d'autres nations», «Récits divers».

Ouvrages cités

CLÉMENT, Daniel. 2018a. *Les récits de notre terre – Les Innus*. Collection Tradition orale. Québec: Les Presses de l'Université Laval.

—. 2018b. *Les récits de notre terre – Les Atikamekw*. Collection Tradition orale. Québec: Les Presses de l'Université Laval.



Genre, féminismes et développement: Une trilogie en construction

Sous la direction de Charmain Lévy et Andrea Martínez

Presses de l'Université d'Ottawa, 2019. 528 p.

Revu par Ninon Capon

L'OUVRAGE est dirigé par Charmain Lévy et Andrea Martínez, il propose 25 études écrites par une dizaine d'auteurs. Toutes sont spécialistes des questions de genre et de développement. J'ai choisi ici de m'intéresser aux deux chercheuses à l'initiative du livre.

Charmain Lévy, brésilianiste française, est spécialisée dans l'étude des mouvements sociaux, de la religion et du développement, ainsi que dans les études urbaines. Elle est professeure au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais depuis 2005 en plus d'être chercheure associée du Centre d'études et de recherches sur le Brésil de l'Université du Québec à Montréal, membre du comité éditorial du journal *Studies in Political Economy* et présidente du congrès an-

nuel de l'Association canadienne des études en développement international.

Andrea Martínez, originaire du Chili, est détentrice d'un doctorat en sociologie et professeure titulaire à l'Université d'Ottawa. Elle a été successivement la première directrice de l'Institut d'Études des Femmes (2000-2006) et la première directrice de l'École de Développement International et Mondialisation (2008-2011) de l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche explorent les effets de la mondialisation sur les conditions de vie des femmes de ce qu'on a longtemps appelé les « tiers » et « quart » mondes. Elle a aussi publié de nombreux articles et chapitres de livres sur la lutte contre la pauvreté, la violence et autres formes de privation des femmes stigmatisées (afro-descendantes, autochtones, réfugiées, mères adolescentes, etc.).

Le présent ouvrage se définit clairement comme outil pédagogique conçu pour les cours de premier cycle universitaire. Les thématiques les plus récurrentes sont celles du genre et du développement international ainsi que des inégalités économiques. Misant sur la résilience et la capacité d'agir des femmes, cet ouvrage tente d'offrir un aperçu aussi exhaustif que possible des enjeux théoriques entourant la question du genre mais aussi du développement économique. Les auteures vont aussi illustrer leurs propos à travers des études de cas qui permettraient éventuellement de dégager des pistes de recherche et de travail *in situ*.

Les inégalités de genre sont ici prises comme laboratoire pratique des tensions qui structurent l'espace transnational, les enjeux de développement et les paradigmes de domination. Les rapports de pouvoir sont considérés comme prismes à travers desquels on peut voir les enjeux et les perspectives se dessiner.

Ce livre d'ambition multidisciplinaire est le fruit d'un certain nombre de professeures-chercheuses, de travailleuses sociales et de militantes d'origines diverses. Son but principal est de proposer une approche méthodologique et universitaire ancrée dans des contextes géopolitiques divers fondés sur un vaste répertoire d'études de cas. Le

but final est d'enrichir les connaissances féministes autour du phénomène du développement, de les exposer et de les rendre accessibles à la population étudiante et aux lecteurs venant d'horizons variés.

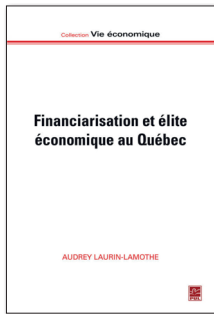
Il n'est pas rare de trouver dans le livre des propos féministes ouvertement militants, ainsi qu'un intérêt prononcé pour certains enjeux de développement. Ces partis pris témoignent du positionnement de chaque chercheuse par rapport à son objet d'étude. Ce choix semble résulter d'une volonté de réaffirmer l'importance grandissante des perspectives féministes dans les études de genre et de développement, et fait écho aux récentes politiques canadiennes de développement féministe international. Les femmes, comme agentes du changement et moteurs de coopération des communautés, sont ici prises comme figures de proue d'un ouvrage théorique préconisant l'équité. Une analyse fine des féminismes décoloniaux et post coloniaux nous permet de saisir la complexité des rapports de pouvoir à l'œuvre aussi bien dans la sphère publique que privée.

L'écueil principal de cet ouvrage se situe clairement dans ce qui fait à la fois sa force, et sa fragilité. La difficulté majeure a été de proposer un contenu cohérent et harmonieux. Bien que les exemples pratiques aient été très appropriés, il est cependant parfois difficile de s'y retrouver, parmi les voix dissonantes et les chapitres foisonnants. Seul le lecteur éclairé et les étudiants déjà au fait sur les questions de genre pourront se retrouver dans ce joyeux chaos. Il est par ailleurs annoncé dans l'ouvrage que certaines chercheuses n'aient pas pu publier, ou se soient désistées pendant la création de cet ouvrage, causant des « trous » dans l'argumentaire d'origine. C'est sans doute pour cette raison que l'on peut y voir parfois une absence de cohérence, des conclusions bâclées ou des sauts brusques sur un tout autre sujet.

C'est cependant selon moi un manuel très intéressant du point de vue universitaire car ses articles sont pédagogiques et proposent un répertoire varié dans lequel les étudiants en études

de genre pourront trouver un fil conducteur pour leurs propres recherches. Il est cependant long, et parfois les schémas argumentaires se répètent, créant un sentiment de redondance aux abords des études de cas.

Ninon Capon
Doctorante en anthropologie
Université de Montréal
ninoncapon@hotmail.fr



Financiarisation et élite économique au Québec

Audrey Laurin-Lamothe

Les Presses de l'Université Laval, 2019. 274 p.

Revu par Yannick Sanschagrin

AUDREY LAURIN-LAMOTHE, professeure adjointe au département de sciences sociales de l'Université York, travaille principalement sur l'impact de la crise financière de 2008, sur les inégalités socioéconomiques au Québec, au Canada ainsi que dans les pays de l'OCDE. Elle fait partie de l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS) et de l'Équipe de recherche travail et société de l'UQO (ERTS). Son champ d'expertise étant la sociologie du travail et l'économie, ses différents travaux portent sur les inégalités économiques, le management, les organisations postfordistes et la fiscalité au Québec. Son livre *Financiarisation et élite économique au Québec* – tiré de sa thèse de doctorat soutenue à l'UQAM en 2017 – nous oriente sur les élites économiques dans le Québec d'aujourd'hui, alors que les entreprises n'obéissent plus à la demande de leur clientèle, mais à la demande du marché financier.

Le but de sa recherche est de comprendre « comment se structurent les attributs et les relations des élites

économiques québécoises dans le contexte de l'entreprise financiarisée » (p. 8). L'auteure commence en développant sur le nouveau mode de gestion des entreprises, conséquence de la financiarisation qui a débuté à la fin des années 1970 avec l'arrivée du néolibéralisme. Elle s'attarde aux transformations qu'a subies la gouvernance des entreprises, passant d'un capitalisme bourgeois basé sur l'accumulation du capital immobilier, à un capitalisme managérial basé sur l'accumulation de titres et de valeurs financières possédant une grande liquidité. Ces transformations sont attribuables aux changements juridiques et internes des entreprises ainsi qu'au principe de financiarisation.

Lorsque Laurin-Lamothe parle de financiarisation, elle fait référence à l'articulation de trois dynamiques historiques : 1. La déréglementation autour des capitaux, leur permettant une plus grande mobilité ; 2. Le décloisonnement, soit l'encastrement dans la sphère financière des banques, des entreprises et des ménages causé par leurs dettes et fonds de pension ; et 3. La désintermédiation, soit la possibilité pour les entreprises non financières de créer des produits financiers sans le recours des banques. L'agencement de ces trois phénomènes a permis au marché financier de se développer et de devenir assez influent pour s'ingérer dans la forme d'accumulation privilégiée par les entreprises, participant ainsi à une restructuration majeure de ces dernières. C'est ce processus qui est appelé financiarisation des entreprises puisqu'il est question de « subsumption réelle de l'industrie par la finance, au sens où le circuit financier ne fait pas que soumettre le circuit industriel à sa logique, mais en transforme la nature. » (p. 33) Par l'influence et l'ingérence de la finance, les entreprises financiarisées visent à maximiser les valeurs actionnariales plutôt que la maximisation des profits.

Laurin-Lamothe propose ensuite une actualisation de ce que sont les élites économiques. À partir de la reconnaissance juridique de la personne morale des entreprises et des changements dans les dynamiques de gouvernance qui en ont résulté, une scission est faite au sein de l'élite économique. En effet, « [...]

une société cotée est une entité économique et juridique fondée sur la séparation des fonctions de propriété et de gestion. » (p. 88) La conséquence de cette séparation est une dislocation de l'élite bourgeoise, propriétaire et gestionnaire de l'entreprise. Il n'est plus question de définir comme « élite économique » un groupe d'individus possédant des moyens de production, mais plutôt en fonction d'une position de pouvoir exercée au sein des entreprises. De la simple classe bourgeoise émerge l'élite économique (membres du CA, haute direction, firmes conseils) et l'élite financière (actionnaire, familial-partenarial). La première étant liée au contrôle et à la gestion de l'entreprise alors que la seconde est liée à la propriété de l'entreprise.

L'auteure va ensuite s'intéresser aux attributs (âge, nationalité, niveau de scolarité, type d'études, etc.) qui leur sont propres. Pour ce faire, elle va mettre en relation tous les acteurs et « individus périphériques » des 28 plus grandes entreprises québécoises pour cartographier le réseau économique québécois. Les liens entre les individus sont établis selon leur position dans les entreprises, et plus un individu est relié à d'autres, plus il est important : la sphère des élites est donc conceptualisée à partir de la cooptation entre les individus plutôt que sur leur concurrence. De cette façon, Laurin-Lamothe distingue les individus faisant partie des élites (élite financière et élite économique) des non-élites (individus périphériques). Cette qualification permet à l'auteure d'observer le positionnement des entreprises pour évaluer l'importance de chacune dans la toile sociale des élites.

Les données utilisées ont été recueillies lors d'une période complète de cycle économique (croissance, crise, récession), ce qui permet à Laurin-Lamothe d'évaluer les conséquences de la crise sur les entreprises et les élites économique et financière. L'auteure observe que « [...] les élites économique et financière se distinguent des autres agents économiques par leur capacité à tirer profit des situations de crise. » (p. 212) Une plus grande centralisation autour de quelques entreprises et de quelques élites financières s'est produite

lors de la sortie de la crise, accentuant leur pouvoir sur la sphère économique québécoise et, par le fait même, amplifiant le processus de financiarisation des entreprises.

Les différents concepts du livre sont assez bien expliqués, mais il est tout de même suggéré d'avoir une base en sciences économiques pour pouvoir suivre l'auteure dans son argumentaire. Ce livre s'adresse donc surtout à un public académique qui s'intéresse au contexte économique québécois. Cependant, bien que la recherche jette un nouveau regard sur les élites d'aujourd'hui, elle comporte tout de même quelques lacunes. L'une d'elles est que l'auteure développe très peu sur les limites de sa définition des non-élites, aussi appelés « individus périphériques ». Si la définition des différentes élites est claire, celle nous permettant de concevoir les individus périphériques l'est moins. En effet, la définition de ce groupe se limite au « milieu des affaires québécois en général » et leur faible centralité dans leur milieu. Ce genre de détail rend difficilement compréhensible la distinction concrète entre les deux groupes. De plus, les individus périphériques servent de point de comparaison pour les attributs, mais ils sont complètement effacés de la partie réseau, privant ainsi le lecteur de toute comparaison des centralités et des réseaux. Nous sommes alors obligés d'accepter cette séparation sans avoir les éléments nécessaires pour la confirmer ou l'invalider.

En conclusion, bien que le lecteur doive être familier avec les concepts spécifiques à l'économie, le livre se lit très bien malgré un manque d'explications à certains endroits, rendant la compréhension de certains éléments quelque peu ardue. *Financiarisation et élite économique au Québec* reste un livre très enrichissant sur la compréhension des élites, du phénomène économique de financiarisation qui bouleverse la sphère économique, ainsi que du nouveau modèle de gestion des entreprises par les élites économique et financière.

Yannick Sanschagrín
étudiant à la maîtrise en anthropologie
Université de Montréal
yannick.sanschagrín@umontreal.ca



Vers une école inclusive : Regards croisés sur les défis actuels

Sous la direction de Lise Gremion,
Serge Ramel, Valérie Angelucci et
Jean-Claude Kalubi

Les Presses de l'Université d'Ottawa, Gatineau,
Québec, 2017. 246 p.

Revu par Marianne Lezeau

LES ÉDITEURS de *Vers une école inclusive: regards croisés sur les défis actuels* offrent un regard transdisciplinaire – incluant psychologie, sociologie, ethnologie, et sciences de l'éducation – sur les questions de l'école inclusive. Chaque chapitre est basé sur une étude de cas d'un aspect de l'école inclusive. Le livre offre un bon panel géographique, de la Suisse au Québec, en passant par la France et l'Espagne, même si on regrette l'absence de pays non-Occidentaux. Si certains chapitres sont plus théoriques que d'autres, les auteurs enracinent tous leur arguments dans le concret. En effet, ils insistent sur l'importance de créer une culture du dialogue entre les divers intervenants dans le milieu éducatif, pour définir en concertation les rôles de chacun. Le livre est une sorte de microcosme, montrant différents modèles possibles, différents plans d'action, qui pourront être reproduits ensuite en s'adaptant au contexte. L'école inclusive, ici, est une école qui vise à mettre les particularités de chaque enfant au centre du projet éducatif.

Au fil des pages, les auteurs explorent l'école inclusive comme étant un projet social et politique. Les élèves mais aussi les parents (chapitres 1, 2, 4), les intervenants (chapitre 2) et tous ceux qui forment la constellation éducative sont invités à s'impliquer dans le projet d'une école inclusive. Dans une première partie du livre, les auteurs

explorent l'inclusion scolaire à plusieurs niveaux, qui nécessite une coopération étroite entre les parents, les enseignants, la direction, les travailleurs sociaux, et les villes. L'école inclusive est ici vue comme un processus de négociation. Dans la deuxième partie, les auteurs se penchent sur le mandat précis des enseignants et de l'administration scolaire dans la mise en place d'une école inclusive. Ils y soulignent le besoin d'un support mental et psychologique aux enseignants (chapitres 5 et 6) mais aussi l'importance de dispositifs d'accompagnement, de formation. Barthélémy, Husson et Perez notent particulièrement le rôle vital de la mise en place d'une culture de l'intégration (chapitre 8). Il ne suffit pas de forcer une école inclusive avec des mesures « par le haut », il faut que ceux qui seront responsables de rendre réel le projet soient capables – et surtout, se sentent capables (chapitres 7, 9 et 10) – de le mener à bien. Enfin, la troisième partie traite particulièrement bien des élèves eux-mêmes, et de leur agentivité qui est prise en compte au fil de leur parcours éducatif. L'école inclusive vise à remettre les identités, les capacités propres, et la curiosité au sein du projet pédagogique. Il s'agit de découvrir, en tandem avec l'enseignant, placé lui-même en position de recherche (chapitres 13 et 14), de créer de la connaissance et de redonner confiance à tous les élèves (chapitres 11, 12 et 15), quels qu'ils soient. En effet, « [f]avoriser l'école de tous et pour tous s'inscrit dans la légitimité du droit de chacun à la non-discrimination, et dans la lutte pour que la voix des plus faibles soit entendue et défendue » (p. 246)

La structure en entonnoir – partant des niveaux hiérarchiques élevés et du contexte général pour arriver jusqu'à l'échelon des élèves – permet un regard complet sur l'état actuel des politiques de l'école inclusive. Le point saillant du livre est l'influence du contexte administratif sur la mise en place de politiques éducatives inclusives, qu'il s'agisse de médiation culturelle pour encourager la participation parentale, ou d'un soutien budgétaire pour des formations destinées aux enseignants qui gèrent des enfants aux troubles de la concentration ou de comportement. On sent, parsemé

dans le texte, le rôle de l'État-Nation qui s'exprime à travers des politiques qui aident – ou contraignent – le projet d'une école inclusive. Par exemple, – cas intéressant pour le contexte québécois –, l'État Suisse focalise ses efforts inclusifs autour de la langue : « se voulant composite[s] au niveau linguistique, le bi/plurilinguisme s'en trouve valorisé » (p. 55).

Les auteurs expliquent que les politiques gouvernementales individuelles se situent pour la plupart dans la continuité de la déclaration de Salammanque, en 1994. Dans le contexte de cette déclaration, 92 gouvernements ont adopté une proposition pour une éducation intégrative, c'est-à-dire pour que tous les enfants puissent accéder à l'éducation. Les auteurs rendent clair, au cours de l'ouvrage, que l'éducation inclusive a un mandat plus large. Plutôt que d'essayer d'atténuer les particularités, elle les remet au centre de son projet éducatif.

Par rapport au lectorat potentiel, *Vers une école inclusive: Regards croisés sur les défis actuels* est pertinent autant pour les gouvernements et les instances officielles qui s'occupent de problématiques liées à l'éducation, à l'inclusion sociale, que pour les acteurs de première ligne, soit les représentants et les membres des corps professoraux en éducation. Bien qu'étant un ouvrage anthropologique, le livre pourrait être utile aussi aux domaines de la psychologie développementale, l'éducation, la pédagogie, le travail social, les sciences politiques ainsi que l'administration. Ainsi, les chercheurs et chercheuses, OBNL et instances gouvernementales dans l'intégration sociale, et l'épistémologie de la pédagogie y trouveront leur compte, ainsi que les travailleurs sociaux et les intervenants familiaux. Ceux et celles qui s'intéressent aux problématiques de l'intégration culturelle, de l'immigration, et de la formation des identités y trouveront également leur compte, notamment dans les chapitres 2, 4 et 15.

En ce qui me concerne, cet ouvrage m'a permis d'approfondir ma réflexion autour des liens entre éducation et sentiment d'appartenance. L'éducation a son origine dans un désir d'inculquer des

bases religieuses aux enfants, projet passé à celui de leur donner des bases d'une éducation nationale. C'était le projet de Jules Ferry en France et celui de la Révolution tranquille au Québec. Bref, le désir de créer un sentiment d'appartenance à un projet plus grand que soi, à une identité plus grande que la sienne. Le projet éducatif évolue de manière presque symbiotique avec le projet de société. Le concept de la nation a évolué, passant d'une identité singulière plaquée sur tous à une identité souple, prenant en compte les particularités de chacun. En cela, quoi de plus pertinent que l'école inclusive, pour créer une société inclusive? L'école inclusive est loin d'être une utopie réservée aux élites bobo, ou une énième promesse électorale mal tenue: les enfants d'aujourd'hui grandissent pour devenir les citoyens de demain. L'éducation qu'ils suivent influe sur leur conception de la société – une société qui prend en compte les particularités de chacun et s'ouvre aux différences, ou une société qui tente, tant bien que mal, de faire rentrer ses membres dans des cases. D'un intérêt particulier pour le Canada – qui s'affiche comme pays d'accueil et d'intégration de tous –, les chapitres sur l'inclusion multiculturelle: que faire des différences culturelles, ou des différences de langues? Comment enseigner un héritage parfois tortueux? Quoi qu'il en soit cet ouvrage, bien que principalement focalisé sur l'éducation, s'inscrit dans un mouvement plus large d'ouvrages sur l'inclusion, la formation de communautés identitaires, et le multiculturalisme. L'enjeu d'avenir sur lequel il porte est un questionnement sociétal sur l'appartenance, et sur le sens que nous voulons donner à l'éducation de nos enfants. Que sera l'école de demain? À quoi peut-elle servir? Ce livre nous offre un aperçu, accessible à des publics tant académiques que professionnels.

Marianne Lezeau
Doctorante en anthropologie
Université de Montréal
marianne.lezeau@umontreal.ca